

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

La période a été marquée par la poursuite des affrontements armés qui ont abouti à la prise momentanée de Walikale-Centre par le M23 et entraîné d'importants mouvements de populations. Les retours "contraints" de PDI se poursuivent en dépit de l'insécurité qui persiste dans certaines zones de retour en proie aux incursions des groupes armés.

Territoire de Nyiragongo et la ville de Goma:

- De nombreux incidents ont été notés. Il s'agit notamment de cas de banditismes armés (braquages, attaques). La présence des REG/EEI reste une préoccupation majeure.
- Les déplacements forcés, tels que les mouvements secondaires ou des retours contraints, se sont accentués.
- De nombreuses familles PDI restées dans la zone après les retours massifs de janvier-février, continuent de trouver refuge auprès de la communauté hôte et dans des centres collectifs. Au 31 mars 2025, 10 200 PDI de 2 263 ménages ont été recensées dans les 48 Centres collectifs identifiés dans la ville de Goma.

Territoire de Masisi:

- Le Territoire a connu de nouvelles escalades de violences armées notamment en lien avec les combats pour l'occupation de la cité de Nyabiondo et les incursions de certains groupes armés dans des zones sous occupation M23.
- Ces affrontements auraient entraîné des déplacements forcés de plusieurs villages. Les personnes déplacées ont trouvé refuge à Kashebere, Kibua et Walowa Yungu, en territoire de Walikale.
- Des mouvements de retour ont également été observés à Kahe, Kitshanga-Centre et dans les aires de santé de Sake, Afya Kaduki et Kimoka dans la zone de santé de Kirotshé malgré l'insécurité qui persiste. Ces retours seraient motivés par le démantèlement des sites de Goma et dans le Masisi.

Territoire de Rutshuru:

- De nouveaux affrontements armés entre le M23 et une coalition de groupes armés ont été signalés dans la chefferie de Bwito, notamment dans les localités de Kanyangohe.
- En raison de la persistance des tensions dans les zones affectées, des actes de représailles à l'encontre des personnes soupçonnées de collaborer avec des groupes armés rivaux ont également été signalés.
- Des mouvements retours ont également été enregistrés dans le groupement Busanza à la suite du démantèlement des sites des PDI à Goma et du groupement Kibati dans le Nyiragongo.

Territoires de Lubero:

- La période a été marquée par de nouveaux affrontements entre les FARDC et des combattants du M23 dans les localités de Kagheri et Kasugho, au sud-ouest de la commune de Lubero.
- Ces affrontements ont entraîné des déplacements de population, notamment vers la commune de Lubero, ainsi que vers les localités de Kimbulu,
- Plus au nord, le territoire reste également en proie à une insécurité exacerbée par les incursions des présumés rebelles ADF.

Territoires de Walikale:

- Le territoire a été marqué par les affrontements armés qui ont conduit à la prise momentanée de Walikale-Centre par le M23 le 19 mars 2025. Ces affrontements ont entraîné un déplacement massif de population notamment vers Mubi, localité située à quelque 30 km de Walikale-Centre.
- Des vagues d'arrivée de PDI en particulier dans la zone de santé de Kibua, à la suite des affrontements entre FARDC et M23 dans le territoire de Masisi ont également eu lieu.

CAS DE PROTECTION IDENTIFIÉS



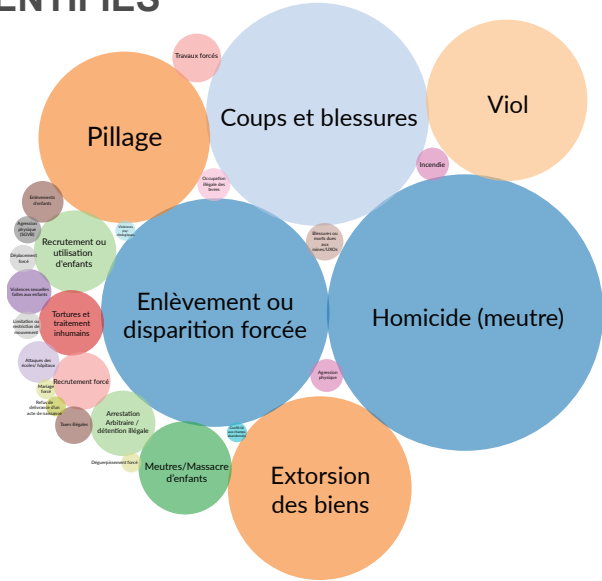
995

Cas de violations et abus identifiés



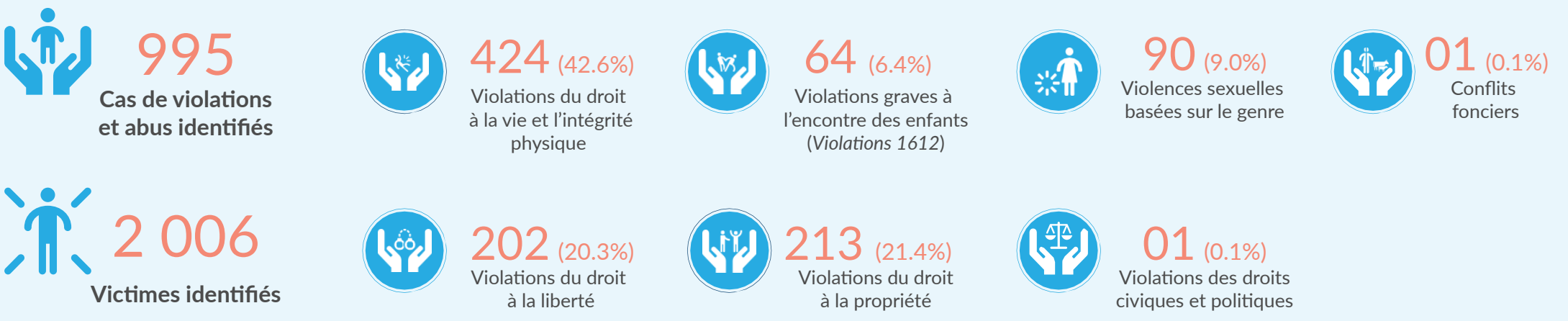
2 006

Victimes identifiées

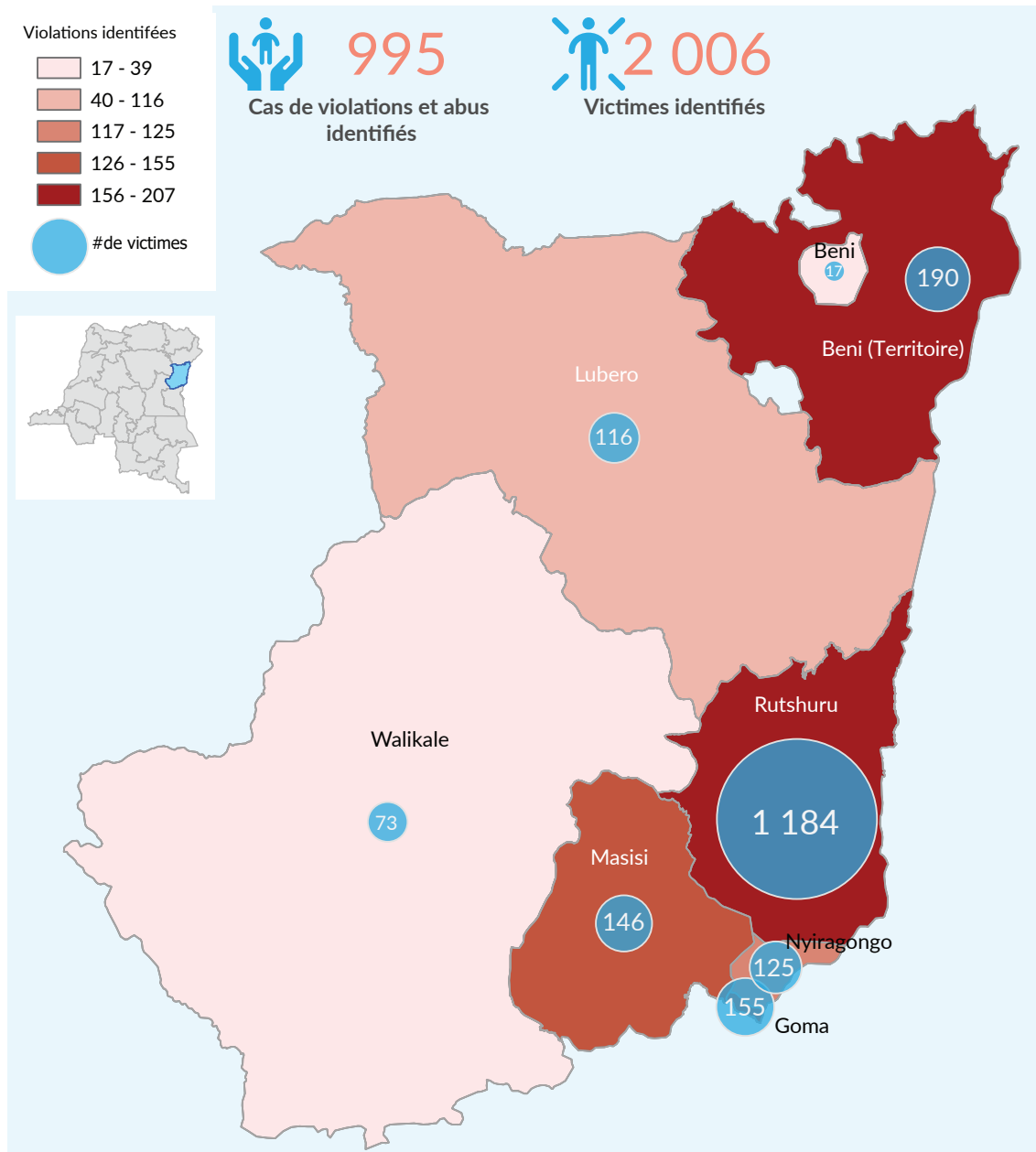


- Incidents majeurs :** 995 cas de violations aux droits ont été identifiés, en particulier les homicides avec 25% des violations suivi les extorsions de biens et pillages (20%), les enlèvements ou disparitions forcées (17%), les coups et blessures (16%) et les viols (8%). Cette hausse des violations et abus en mars 2025, par rapport au mois précédent de 182%, s'explique principalement par une amélioration de la couverture en particulier dans le territoire de Beni.
- Localités affectées :** Le territoire de Rutshuru est le plus affectée avec 21% des violations et plus de 59% des victimes identifiées dans le Nord-Kivu. Ces tendances sont similaires à celle du mois précédent (23% des violations et 67% des victimes). Cette situation s'explique particulièrement par les mouvements de retours des PDI provenant de Goma et Nyiragongo.
- Population affectée :** les populations retournées demeurent les plus affectées avec 45% des victimes identifiées au mois de mars, avec une hausse considérable (Plus de 350%) par rapport au mois précédent. Cette tendance est la plus observée dans les territoires de Rutshuru dont 75% des victimes sont des retournées, Masisi (87%) et Beni (63%).
- Violences sexuelles basées sur le genre (VBG) :** Plus de 90% des allégations de violences sexuelles basées sur le genre sont des cas de viol. Cette tendance, similaire à celle du mois précédent (83%), est en hausse depuis le début de l'année 2025. En outre, 14% des victimes de viol sont des enfants.
- Atteintes aux droits à la vie :** 245 cas d'homicides/meurtres ont été identifiés, représentant 25% des violations identifiées et 58% des atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique, au mois de mars dans la province du Nord-Kivu. La ville de Goma et ses alentours demeurent les plus affectés avec plus de 43% des cas d'homicides identifiés.

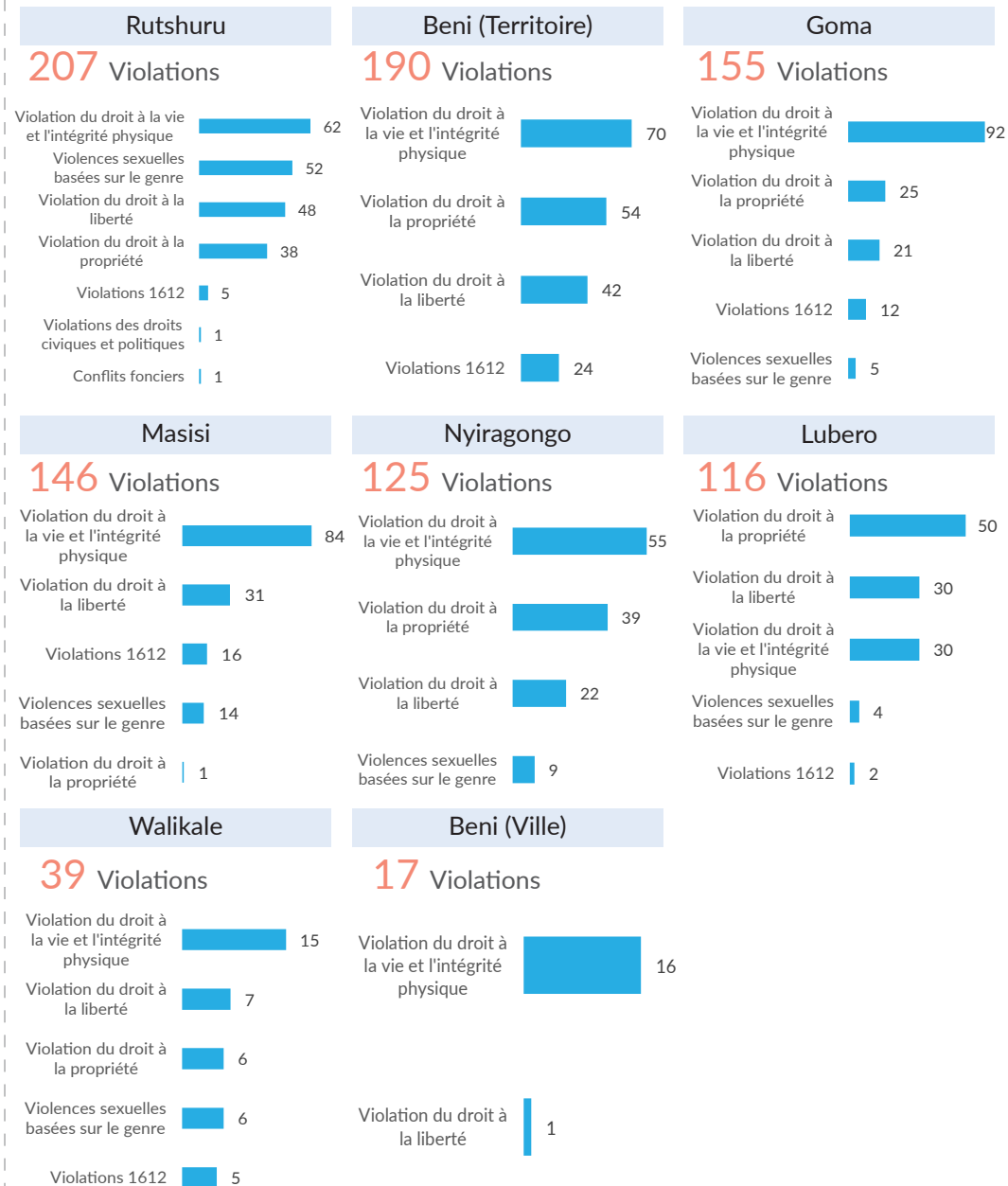
CATÉGORIES DE VIOLATIONS IDENTIFIÉES



SÉVÉRITÉ DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES



TENDANCE DES VIOLATIONS PAR TERRITOIRES ET VILLES

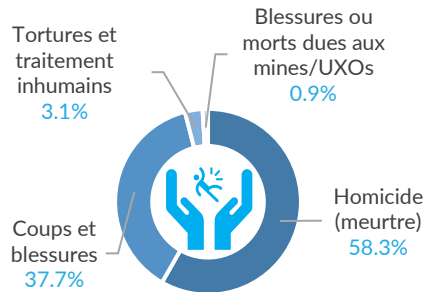


Les frontières, les noms indiqués et les désignations employés sur la carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle de l'Organisation des Nations Unies

ANALYSE PAR CATÉGORIE DE VIOLATIONS

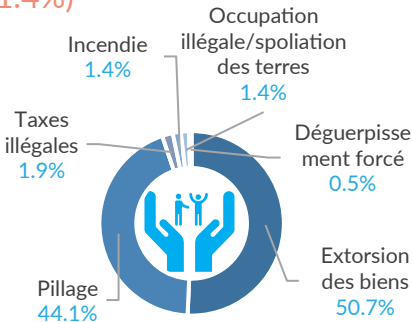
424
(42.6%)

Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



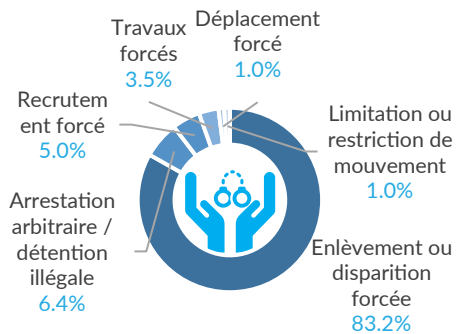
213
(21.4%)

Violation du droit à la propriété



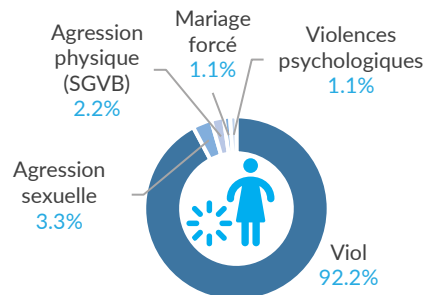
202
(20.3%)

Violation du droit à la liberté



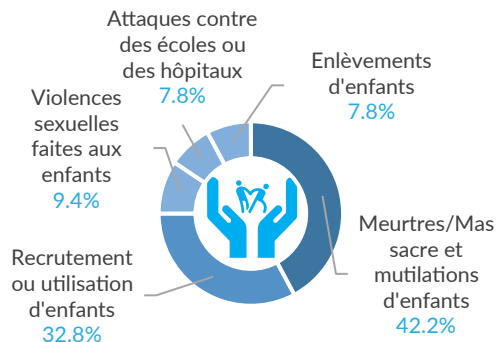
90
(9.1%)

Violences sexuelles basées sur le genre



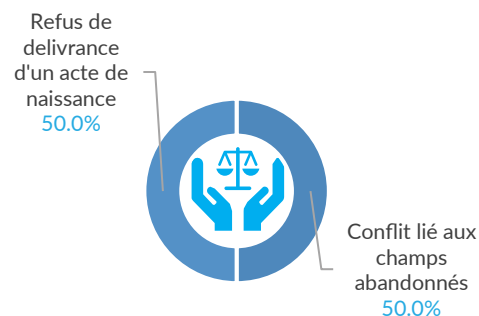
64
(6.4%)

Violations graves à l'encontre des enfants (Résolution 1612)



02
(0.2%)

Violations des droits civiques et politiques & Conflits fonciers



ANALYSE DES TENDANCES ET RISQUES DE PROTECTION

L'environnement de protection reste marqué par la violence armée qui touchent désormais la totalité des territoires de la province. Elle continue d'entraîner des centaines de milliers de déplacés et restent la principale source des violations rapportées. En outre, les mouvements de retours «non préparés» vers des zones en proie à l'insécurité, la présence des REG/EEL, les conflits LTP demeurent des facteurs de risque pour la protection. Faute de mesures d'atténuation, la durabilité des retours pourrait être compromis, en accentuant les risques déjà existant ou en provoquant de nouveaux déplacements.

Violences sexuelles basées sur le genre



L'escalade du conflit armé et des violences généralisées continuent d'avoir un impact considérable sur la sécurité et le bien être des femmes et des filles dans la province d Nord-Kivu. Les conditions de déplacement forcés, les conditions de vie précaires marquées par la promiscuité dans les centres collectifs actifs et famille d'accueil, une insécurité persistante sont un terreau favorable à l'augmentation des risques de VBG.

Protection de l'Enfant



La situation de protection des enfants dans le Nord-Kivu se dégrade considérablement. Les enfants sont exposés de plus en plus à plusieurs risques de protection, en particulier les recrutements et l'utilisation par les hommes en armes. En outre, l'absence des opportunités d'auto-prise en charge pour les parents et la réduction de l'aide humanitaire entraîneraient des risques élevés de protection.

Lutte Anti-Mines



Les affrontements entre groupes armés et FARDC/alliés sont caractérisés par une utilisation intensive d'armes lourdes, de projectiles et d'engins explosifs. Entre février et mars 2025, plus d'une vingtaine d'alerte émis dans la ville Goma et ses alentours, et 7 cas d'incidents identifiés dans les provinces du Lubero, Masisi et la ville de Goma. La présence des REG/EEL est un risque pour le droit à l'intégrité physique et une menace pour les activités de résilience notamment la relance agricole.

Logement, Terres & Propriétés



Les personnes retournées sont considérablement affectées par des destructions de leurs biens personnels et des conflits fonciers liés aux occupations secondaires des maisons et champs dans les zones de retour. Cette situation pourrait engendrer des risques de conflits communautaires et restreint les possibilités de mener des activités de subsistance et / ou de vivre dans de logements sécurisés.

LIENS UTILES

[Cartographie des acteurs de monitoring de protection au Nord-Kivu](#)

[Situation humanitaire dans la province de Nord-Kivu, Rapport de situation - 25 mars 2025](#)

[Intensification des violences dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu - Rapport de situation #4, 8 mars 2025](#)

[Province du Nord-Kivu, Territoire de Rutshuru, Zone de santé de Rwanguba](#)

[Évaluation rapide de déplacement Goma et Nyiragongo, mars 2025](#)

